

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 4 juillet 2024

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, Mme Labbé, Mme Azoug, M. Bedreddine, Mme Youssouf, M. Blanchet, M. Monot, Mme Chaumillon, M. Sadi, Mme Filhol, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Molossi, M. Dallier, Mme Lecroq, M. Martin P-Y, Mme Pietri, Mme Paul, Mme Choulet, M. Martin S., Mme Lagarde

ÉTAIENT EXCUSÉS :

M. Guiraud donnant pouvoir à M. Troussel
M. Constant donnant pouvoir à Mme Saïd-Anzum
Mme Dellac donnant pouvoir à M. Sadi
M. Duprey donnant pouvoir à M. Molossi
M. Cranoly donnant pouvoir à M. Martin P-Y
Mme Maroun donnant pouvoir à M. Dallier
M. Bluteau donnant pouvoir à Mme Choulet
Mme Ségura donnant pouvoir à Mme Paul
M. Chabani donnant pouvoir à Mme Lagarde

ÉTAIENT ABSENTS :

M. Bouamrane, Mme Thibault, Mme Laroche, M. Taïbi, M. Monany



Délibération n° 05-03 du 4 juillet 2024

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À L'UTILISATION DE DONNÉES GÉOGRAPHIQUES PROVENANT D'ORGANISMES PRIVÉS OU PUBLICS PAR LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 2021-VII-24 du 1^{er} juillet 2021 lui donnant délégation,

Vu le courrier du préfet de la Seine-Saint-Denis en date du 8 avril 2024 concernant le dispositif unique de cartographie des réseaux stratégiques (SYNAPSE),

Sur le rapport du président du Conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- PREND ACTE de la nécessité de communiquer les données d'assainissement afin que les services de secours et de gestion de crise disposent d'informations fiables et actualisées ;

- APPROUVE la convention de partenariat à conclure avec l'État (direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer), dont le projet est ci-annexé ;



- CHARGE M. le Président du Conseil départemental de signer au nom et pour le compte du Département ladite convention.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.